

27 janvier 2020



Les comités populaires (*lajna sha'biya*) à Khartoum sous le régime du président Omar el-Béchir

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Historique	3
2. Rôle et attributions	3
2.1. Une structure de gouvernance locale.....	3
2.2. Des compétences variées	3
2.3. Un outil de contrôle des populations.....	4
Bibliographie	5

Résumé : Les comités populaires sous le régime d'Omar el-Béchetir sont des structures de gouvernance locales aux compétences variées – Ces comités jouent un rôle important en matière de surveillance et de contrôle des populations.

Abstract : The popular committees under the regime of Omar el-Bashir are local governance structures with varied competences - These committees play an important role in matters of population surveillance and control.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Historique

Les premiers comités de quartier voient le jour sous le régime du général Nimeiry (1969-1985) dans le but de soutenir l'action du parti au pouvoir, l'Union Socialiste du Soudan. Ces comités socialistes soudanais sont également chargés de la distribution à la population des rations alimentaires¹.

A la suite du coup d'état militaire de juin 1989, qui voit l'arrivée au pouvoir d'Omar al-Bashir, la nature de ces comités change ainsi que leur nom. Ils deviennent des comités populaires ou comités de salut. Ils ont dès lors pour fonction principale de soutenir l'effort de guerre du régime soudanais contre la rébellion sudiste. Cette instrumentalisation mine la confiance des populations dans ces structures. Même s'ils continuent d'assurer des missions de service public, **les comités sont surtout perçus comme les agents du renforcement du contrôle social exercé par le pouvoir soudanais**².

2. Rôle et attributions

2.1. Une structure de gouvernance locale

Les comités populaires représentent le cadre administratif le plus proche des citoyens en milieu urbain. Plusieurs comités forment une unité administrative (*Alwihda al-Idaria*), le niveau administratif supérieur étant ensuite celui de la localité (*Mahaliya*)³.

Cette structure de gouvernance locale est chargée de la gestion des affaires quotidiennes du quartier. Elle est présidée par un directeur exécutif généralement nommé par le régime. Ses membres (entre 20 et 30 dans l'agglomération de Khartoum) sont élus par les résidents pour un mandat de deux ans⁴. Toutefois, cette désignation reposant sur une élection s'avère souvent théorique et les membres des comités populaires sont généralement nommés par le régime et relayent en conséquence la politique du parti au pouvoir⁵.

Ces comités populaires peuvent apparaître comme l'expression du parti politique majoritaire dans la zone. Ce rôle revient la plupart du temps au parti présidentiel, le Parti du Congrès National (PCN). Dans les quartiers habités principalement par des populations originaires du Sud-Soudan (devenu l'Etat indépendant du Soudan du Sud en 2011), le parti dominant est plus souvent le Mouvement Populaire de Libération du Soudan (MPLS)⁶. Dans certains quartiers, le fonctionnement des comités populaires a pu même faire l'objet d'un véritable partage du pouvoir entre le PCN et le MPLS⁷.

2.2. Des compétences variées

Les comités populaires sont chargés du contrôle de l'action des services de l'Etat opérant dans le quartier et de différentes prestations de services. Les comités assurent la mobilisation des communautés sur des projets ou des événements politiques. Ils se chargent aussi d'organiser des collectes de dons au profit des Forces de Défense

¹ Barbara CASCIARRI, Munzoul A.M. ASSAL et François IRETON, [url](#) ; Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 05/2010. [url](#)

² Barbara CASCIARRI, Munzoul A.M. ASSAL et François IRETON, 2015. [url](#)

³ Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

⁴ Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#) ; Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

⁵ Barbara CASCIARRI, Munzoul A.M. ASSAL et François IRETON, 2015. [url](#)

⁶ Parti politique émanation de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), mouvement de guérilla ayant lutté pour l'indépendance du Sud-Soudan jusqu'en 2005.

⁷ Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

Populaires⁸, des collecte de taxes, ainsi que la distribution de l'aide alimentaire ou financière aux plus nécessiteux⁹.

Les comités financent leurs activités grâce à la collecte d'une taxe perçue sur la délivrance des certificats de résidence. Ils dépendent aussi des dons des populations locales ou des commerces de la zone. Ces instances de gouvernance locale rencontrent toutefois des **problèmes récurrents de financement** de leurs projets tant la redistribution des sommes allouées par les autorités régionales est défaillante¹⁰.

Les comités populaires constituent en théorie un relai au niveau local entre les communautés et les autorités soudanaises. Dans la réalité, **les questions importantes liées à l'environnement, la santé ou l'éducation** (accès à l'eau courante, collecte des ordures ménagères, évacuation des eaux usées, lutte contre le paludisme véhiculé par les moustiques) **sont largement ignorées par les comités**¹¹.

2.3. Un outil de contrôle des populations

Ces structures jouent un rôle important en matière de surveillance et de contrôle des populations. Elles fournissent ainsi une assistance aux forces de police et collaborent étroitement avec les unités administratives et les localités en matière de recueil et de diffusion d'informations¹².

Perçus comme trop étroitement contrôlés par le régime et donc incapables de relayer concrètement le mécontentement des populations, les comités populaires sont souvent mis à l'écart lors des mobilisations. Ils peuvent toutefois servir d'organe de négociation entre les habitants et les institutions étatiques. Au cours des années 2010, la création de comités parallèles est l'une des formes de mobilisations rencontrées à l'échelle des quartiers pour dénoncer le manque d'eau potable¹³.

⁸ Forces armées paramilitaires très utilisées par le régime soudanais pour combattre la guérilla sudiste lors de la guerre civile.

⁹ Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

¹⁰ Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

¹¹ Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

¹² Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, 01/2011. [url](#)

¹³ Clément DESHAYES, 10/2018. [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés entre le 26/12/2019 et le 27/01/2020.

Ouvrage

Barbara CASCIARRI, Munzoul A.M. ASSAL et François IRETON, « Multidimensional Change in Sudan (1989-2011), Reshaping Livelihoods, Conflicts and Identities », Berghahn Books, 2015.

https://books.google.fr/books?id=zc-dBAAAQBAJ&pg=PA45&lpg=PA45&dq=%22popular+committee%22+sudan&source=bl&ots=5wnyjwPHwK&sig=ACfU3U3BhpGKiV3UeGRas1YvDJ2jKibMMA&hl=fr&sa=X&ved=2ahUKEwjQ8_u-4e7mAhV55OAKHXQaDIEQ6AEwAnoECAyQAO#v=onepage&q=%22popular%20committee%22%20sudan&f=false

Think thanks, universités et centres de recherches

Clément DESHAYES, « Lutter et contester en ville au Soudan (2009-2018) », Observatoire de l'Afrique de l'Est, CEDEJ Karthoum, CERI SciencesPo, Note Analyse 6, 10/2018.

https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/OAE_oct18.pdf

Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, « City limits : urbanisation and vulnerability in Sudan, Khartoum case study », 01/2011.

<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6520.pdf>

Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, « City limits : urbanisation and vulnerability in Sudan, Port Sudan case study », 01/2011.

<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6513.pdf>

Overseas Development Institute (ODI), Humanitarian Policy Group, « Coping and change in protracted conflict : The role of community groups and local institutions in addressing food insecurity and threats to livelihoods – A case study based on the experience on Practical Action in North Darfur », 05/2010.

<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/5964.pdf>